



Site internet : <http://www.force-ouvriere.fr/>

Rubrique JOUR APRÈS JOUR

jeudi 20 septembre 2007

Fonctionnaires

LE CHEF DE L'ETAT VEUT IMPOSER UNE «REFONDATION SOCIALE» DE LA FONCTION PUBLIQUE

À Nantes, le président de la République a présenté une vision de l'administration diluée dans des notions du privé. Plus de flexibilité, moins de sécurité, moins de parité.

En déplacement à Nantes, mardi, le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, a, lors d'un discours devant les élèves de l'IRA (Institut Régional d'Administration), exposé ses projets de changement de la Fonction publique, un «pacte» destiné à «refonder la fonction publique», utilisant comme la veille un vocabulaire «made in MEDEF» et une plume trempée dans les encriers d'auteurs américains des années 50. Le «premier serviteur de l'État» s'est ainsi lancé dans la description d'un monde kafkaïen subissant un «État qui est devenu impécunieux et impuissant en même temps qu'il ne cessait de s'étendre pour devenir tentaculaire», où règne un «malaise» qui «est partout» et dont on se demande bien qui en est le responsable : «Il est dans les hôpitaux désorganisés par les 35 heures. Il est dans la fonction publique territoriale. Ce malaise ronge les meilleures volontés». Tout cela pour confirmer qu'un fonctionnaire sur deux ne serait pas remplacé tout en tenant dans un même élan à exprimer son «respect» et de son «estime» aux agents de la Fonction publique.

Pour preuve, il va les «moderniser», en commençant par les débarrasser des vieilles nippes du dialogue paritaire et des concours, introduire « l'individualisation des rémunérations », le «mérite » et les « résultats », offrir la possibilité d'un «contrat de droit privé négocié de gré à gré».

Commentant à chaud le discours présidentiel, le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly remarquait : «Premièrement il y a un absent, c'est le pouvoir d'achat des fonctionnaires et je ne vois rien sur 2007» et «deuxièmement il y a une confirmation de l'objectif de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, ce qui est une très mauvaise méthode». En résumé gagner moins pour travailler plus. Il a également dénoncé les propositions présidentielles d'«individualisation» comme «contraire au principe de neutralité des fonctionnaires qui assurent une continuité républicaine», ajoutant «dans la fonction publique, la garantie de neutralité c'est aussi la garantie du concours à égalité de droit, donc là on rentre dans un système qui est une amorce de privatisation de la fonction publique». Le secrétaire général de FO-fonction publique Gérard Noguès a constaté que M. Sarkozy «ne voit que dans l'individualisation et pas dans le collectif» et qu'«après le secteur privé, il attaque la fonction publique».

Une analyse partagée par nombre de syndicats. Jean-Marc Canon, de la CGT-Fonctionnaires a estimé qu'«on a franchi un cran supplémentaire très fort dans l'attaque frontale contre la fonction publique, et pour la CGT il y a là un casus belli». Les fédérations de fonctionnaires ont prévu de se retrouver vendredi prochain pour décider d'une stratégie commune, juste après une réunion avec le ministre de la Fonction publique, M. Eric Woerth.